

Nîmes, le **29 MARS 2023**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Pôle Risques Anthropiques
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-014-DREAL
portant prescriptions complémentaires à la société La Gloriette
pour son site industriel exploité
sur le territoire de la commune de Beaucaire

La Préfète du Gard,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'Environnement, son livre V, et notamment ses articles L181-3, L181-14 et R181-45 ;
 - Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
 - Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
 - Vu** l'arrêté préfectoral n°12-115N du 17 septembre 2012 autorisant la création et l'exploitation d'une usine de formulation, conditionnement, stockage, et distribution de produits chimiques et inflammables à Beaucaire ;
 - Vu** l'arrêté préfectoral n°19-015-DREAL du 19 juillet 2019 portant prescriptions complémentaires pour la société La Gloriette Distribution à Beaucaire ;
 - Vu** l'étude de dangers de 2010 référencée ASO/KM/LA GLORIETTE/DDAE/42/2010 de la société La Gloriette pour son site de Beaucaire ;
 - Vu** la visite d'inspection sur site du 17 novembre 2022 et son rapport du 2 février 2023 ;
 - Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 2 février 2023 par courrier recommandé avec accusé de réception du 3 février 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
 - Vu** les observations de l'exploitant formulées les 20 février et 6 mars 2023 sur ce projet d'arrêté ;
- Considérant** que les stockages en vrac de substances et mélanges dangereux liquides au sein de l'établissement sont autorisés par l'arrêté préfectoral n°12-115N modifié susvisé ;

Considérant que l'étude de dangers susvisée indique notamment :

« Un mélange de produits incompatibles peut avoir des conséquences diverses qui peuvent aller de l'échauffement avec émission de gaz plus ou moins toxiques jusqu'à l'incendie voire l'explosion. » ;

Considérant que les risques liés aux mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage, susceptibles de générer des distances d'effets hors des limites de propriété sont analysés de manière non exhaustive dans l'étude de dangers susvisée ;

Considérant que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'exploitant déclare que des procédures strictes sont mises en œuvre afin de sécuriser les opérations de dépotage : dépotage en présence du chauffeur et d'un opérateur, affichage du nom du produit sur la bouche de dépotage, cadenas sur la bouche de dépotage avec clé donnée par le laboratoire après analyse préalable du produit contenu dans la citerne ;

Considérant que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'inspection constate que l'exploitant dispose d'une seule mesure de maîtrise des risques technique pour réduire le risque lors des opérations de dépotage en vrac de substances ou préparations dangereuses vers les cuves d'eau de javel ;

Considérant que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de mesure de maîtrise des risques technique pour réduire le risque lors des opérations de dépotage en vrac de substances ou préparations dangereuses vers les autres cuves pour lesquelles un mélange incompatible est déjà identifié dans l'étude de dangers de 2010 avec la modélisation enveloppe du dépotage d'un produit incompatible vers une cuve d'eau de javel ;

Considérant que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas d'une analyse des risques exhaustive liés aux mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage en vrac de substances ou préparations dangereuses vers les autres cuves restantes de stockage vrac, avec un risque de mélange incompatible pouvant impacter des tiers et donc ne dispose pas de mesure de maîtrise des risques technique pour réduire le risque lors de ces opérations de dépotage ;

Considérant qu'une barrière technique de sécurité est définie par le guide $\Omega 10$ – Évaluation de la performance des barrières techniques de sécurité de l'INERIS comme un « ensemble d'éléments techniques nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. On les appelle aussi des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) » ;

Considérant que le guide $\Omega 10$ – Évaluation de la performance des barrières techniques de sécurité de l'INERIS précise qu'une barrière technique est évaluée à travers l'analyse des critères efficacité, temps de réponse et niveau de confiance et qu'il sera tenu compte des critères de maintenance et de testabilité permettant de garantir leur niveau de performance dans le temps ;

Considérant qu'il convient de sécuriser les opérations de dépotage afin de réduire les risques liés au remplissage des cuves de stockage en vrac et de protéger les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé dispose notamment :

« Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité » ;

Considérant que la circulaire du 10 mai 2010 précise que seuls les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible peuvent être exclus de la maîtrise de l'urbanisation, en application de la règle suivante : les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, sont exclus de la maîtrise de l'urbanisation à condition que cette classe de probabilité repose sur une mesure de maîtrise des risques passive vis à vis de chaque scénario identifié ou que cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de maîtrise des risques pour chaque scénario identifié et que la classe de probabilité de chacun des scénarios menant à ce phénomène dangereux reste en E même lorsque la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1 ;

Considérant que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose notamment :

« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement dispose notamment :

« Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32.

Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. [...] » ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société La Gloriette sur la commune de Beaucaire pour son établissement sis Z.I du Domitia Ouest - 189 Avenue Georges Besse - sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

ARTICLE 2 : Etude de dangers

Article 2.1 : Mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant met à jour son étude de dangers de 2010, n° ASO/KM/LAGLORIETTE/DDAE/42/2010 sur les phénomènes dangereux liés aux mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage vrac.

L'exploitant est tenu de mener une identification et une analyse exhaustive de l'ensemble des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leur probabilité et condition d'occurrence susceptible de se produire lors de ces opérations de dépotage vrac.

L'exploitant justifie pour chaque mesure de maîtrise des risques (MMR) valorisée son niveau de confiance pris en compte. La liste des MMR telle que définie à l'article 3 du présent arrêté est présente dans l'étude de dangers mise à jour.

L'étude de dangers mise à jour est transmise sous 8 mois à l'inspection des installations classées.

Article 2.2 :

Sur la base de l'étude de dangers mise à jour, l'exploitant statue sur la validité des MMR mises en œuvre sur son établissement. Pour ce faire il se positionne sur la suffisance, l'efficacité et la pérennité des MMR existantes. En outre il précise les nouvelles MMR mises en œuvre, ainsi que les raisons de son choix, pour les nouveaux scénarios d'accidents majeurs étudiés dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers susceptibles de faire évoluer l'analyse de compatibilité du site avec son environnement.

ARTICLE 3 : Liste des Mesures de Maîtrise des Risques

Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant. Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers. Dans le cas de chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Les MMR comprennent au moins celles figurant dans l'étude de dangers des installations et dans les réponses apportées lors du processus d'instruction des dossiers et celles imposées par la réglementation nationale.

La liste des MMR est fixée dans l'étude de dangers du site.

Chaque MMR est décrite dans un document qui comprend a minima les informations suivantes :

- nature : mécanisme actif, passif, barrière instrumentée de sécurité, barrière humaine ;
- principe de fonctionnement et architecture, technologie utilisée, schéma de fonctionnement ;
- liste des équipements constitutifs de la MMR et références internes ;
- localisation des équipements constitutifs de la MMR sur les installations ;
- éléments démontrant les performances de la MMR : indépendance, efficacité, adéquation du temps de réponse ;
- descriptions du comportement de la MMR en cas de perte de son alimentation en énergie (électricité, air notamment) ;
- données sur la fiabilisation de l'alimentation de la MMR en énergie ;
- éléments relatifs aux tests, maintenances et interventions réalisées sur la MMR ;
- une synthèse des conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie de la MMR, et le cas échéant, des conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Pour les barrières instrumentées de sécurité avec ou sans intervention humaine, ce document comprend en outre :

- la description des détecteurs et des alarmes, des actionneurs et de leurs dispositifs de commande, de l'automate (cartes et modules dédiés à la sécurité) ou du relais, de la connectique ;
- l'enchaînement logique des différents modules de détection, de traitement et d'action (humains et automatiques) ;
- la justification de la priorité donnée à l'action de sécurité par rapport au rôle d'exploitation, lorsque des équipements d'exploitation sont utilisés à des fins de sécurité ;
- les éléments figurant au chapitre 9 du guide DT93 (fiche de vie).

Les dispositifs techniques constituant chaque MMR font l'objet d'une identification et d'un repérage physique sur site et sur les synoptiques de pilotage des installations, et d'un repérage écrit sur les supports documentaires ou informatiques utilisés pour leur suivi (tests, maintenance, modifications, interventions).

Les MMR basées sur une action humaine sont formulées de la sorte : « nature de l'action » « objet de l'action » « critère de déclenchement de l'action ».

Les interventions humaines liées aux MMR instrumentées nécessitent :

- que les alarmes générées soient facilement identifiables,
- que les actions associées soient clairement définies,
- que l'opérateur soit disponible.

ARTICLE 4 : Mesures de maîtrise des risques spécifiques

Les prescriptions du présent article sont placées en annexe confidentielle au présent arrêté.

L'exploitant s'assure au travers d'une analyse approfondie des risques que les mesures de maîtrise des risques spécifiques listées en annexe confidentielle et retenues par l'exploitant répondent aux exigences de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 et aux critères d'une mesure de maîtrise des risques technique définis par le guide $\Omega 10$ de l'INERIS susvisés. Ces documents seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques - Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

ARTICLE 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Beaucaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société La Gloriette en recommandé avec accusé de réception.

La préfète
Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU

